



DCE DAF 2025_001114

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

*en application du Livre I du code de la commande publique
portant sur les dispositions applicables aux marchés publics*

**OBJET :
FABRICATION DE SACS DE VIE EN CAMPAGNE MODULABLE MONTAGNE**

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE
AVEC UN MINIMUM ET UN MAXIMUM FIXES EN QUANTITES**

Date limite de réception des offres et des échantillons

Mardi 24 mars 2026 à 15h00 heure de Paris

Compte tenu des nombreux dysfonctionnements impactant PLACE, il est fortement recommandé aux soumissionnaires de transmettre une copie de sauvegarde sur support informatique USB, comme précisé dans le présent règlement de consultation (cf. art 9.1.3)

Pour tout renseignement, d'ordre administratif, technique ou financier, veuillez-vous adresser à la PFC Rambouillet uniquement via la Plate-forme des Achats de l'Etat www.marches-publics.gouv.fr en indiquant le numéro de dossier suivant : DAF_2025_001114

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ARTICLE LIMINAIRE.....	3
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
2.1 Quantités estimatives	4
2.2 Détail des commandes passées.....	4
ARTICLE 3 - VARIANTES.....	4
ARTICLE 4 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF A LA CANDIDATURE ET A L'OFFRE	4
4.1 Présentation de la candidature.....	4
4.2 Candidature sous forme de candidature simplifiée (eDUME)	4
4.3 Candidature hors déclaration simplifiée	5
4.4 Contenu de l'offre	6
ARTICLE 5 - INFORMATIONS RELATIVES AUX CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DE L'OFFRE	7
5.1 Présentation de l'offre.....	7
5.2 Conditions de recevabilité de l'offre.....	7
ARTICLE 6 - DEPÔT D'ECHANTILLON(S).....	8
6.1 Echantillons	8
6.2 Conditions particulières d'envoi des échantillons.....	8
6.3 Conditions de restitution des échantillons	9
ARTICLE 7 - DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE	9
ARTICLE 8 - DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES	9
ARTICLE 9 - CONDITIONS D'ENVOI DES SOUMISSIONS	9
9.1 Aide.....	9
9.1.1 Annuaire fournisseur et espace de stockage numérique	9
9.1.2 Déroulement de la procédure de transmission du pli	10
9.1.3 Modalités relatives à la copie de sauvegarde	10
ARTICLE 10 - QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE	10
ARTICLE 12 - UNITE MONETAIRE UTILISEE	11
ARTICLE 13 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION	11
13.1 L'attribution de l'accord-cadre résulte d'un classement effectué à partir des critères suivants :	11
13.2 La qualité (Q)	11
13.3 Le critère prix (P)	12
13.4 Performance environnementale (PE)	12
13.5 Modalités d'attribution de l'accord-cadre.....	12
13.6 Documents à transmettre au stade de l'attribution.....	13
ARTICLE 14 - MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	13
ARTICLE 15 - PROCEDURE DE RECOURS	13
ANNEXE 1 : MODELE DE L'ENVELOPPE DE SOUMISSION ECHANTILLONS	15
ANNEXE 2 : QUESTIONNAIRE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE	16
ANNEXE 3 : PROTOCOLE D'EVALUATION	17

ARTICLE 1 - ARTICLE LIMINAIRE

Le Code de la Commande Publique est mentionné « CCP » dans les dispositions du présent accord-cadre.

Application du règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 :

« Conformément au règlement du Conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022 relatif aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, la présente consultation n'est pas ouverte à un candidat établi sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire. La même restriction est applicable à un candidat qui recourt à un sous-traitant et/ou à un fournisseur implanté sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire, si le montant des prestations représente plus de 10% de la valeur du marché. Toute candidature ne satisfaisant pas à ce règlement sera rejetée. »

Le présent règlement de consultation définit :

- les modalités de la consultation et la forme contractuelle prévue ;
- la présentation des plis, les règles et le formalisme à respecter ;
- les modalités de remise des offres ;
- les documents et renseignements à fournir pour l'évaluation des offres ;
- les critères retenus pour l'évaluation des offres.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement de consultation.

Remarques :

- l'acte d'engagement (formulaire ATTR11) sera transmis dûment complété au format WORD. C'est au moment de l'attribution de l'accord-cadre que le soumissionnaire devra signer l'exemplaire qui lui sera retransmis par l'acheteur.
- le soumissionnaire est dispensé de transmettre les attestations fiscales et sociales en cours de validité que l'acheteur peut obtenir directement par le biais de l'espace de stockage numérique PLACE (fiche fournisseur / coffre-fort électronique de l'entreprise).
- Conformément à l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, dans le cas où le soumissionnaire voudrait se prévaloir des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, il fournira un engagement écrit du ou des opérateurs économiques précisant les moyens que ces derniers mettent à disposition du soumissionnaire.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la fabrication de sacs de vie en campagne modulable montagne au profit du personnel militaire des troupes de montagne.

La procédure retenue est celle de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Elle doit conduire à la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire, à bons de commande avec un minimum et un maximum fixés en quantités, d'une durée de 48 mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est exécuté par bons de commande émis au fur et à mesure des besoins de l'administration dans les conditions fixées aux articles R. 2162-2 2° et R. 2162-13 à R. 2162-14.

L'accord-cadre n'est pas reconductible.

L'accord-cadre n'est pas alloti.

Lot	Désignation de l'article	RAG	UR	Minimum sur 48 mois en quantités*	Maximum sur 48 mois en quantités*
Unique	SAC DE VIE EN CAMPAGNE MODULABLE MONTAGNE	1006011	U	8 000	24 000

* Les quantités indiquées sont contractuelles.

UR : unité réglementaire

U : unité

RAG : référence article générique

Les spécifications techniques figurent dans les documents suivants :

- cahier des charges fonctionnel interarmées habillement (CDCF) SCA 8465-0012 de juillet 2025 V3 ;
- notice technique interarmées habillement (NTIH) SCA 0000-0002 V8 de juillet 2021 V8.

Ces fiches techniques sont annexées au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et jointes au dossier de consultation des entreprises (DCE).

2.1 Quantités estimatives

Lot	Désignation de l'article	UR	Consommation estimative annuelle (non contractuelle et non engageante)
Unique	SAC DE VIE EN CAMPAGNE MODULABLE MONTAGNE	U	2 000

2.2 Détail des commandes passées

	2022		2023		2024		TOTAL
LOT	Nb BDC	QTE	Nb BDC	QTE	Nb BDC	QTE	
Unique	1	5 000	1	3 000	0	0	8 000

ARTICLE 3 - VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 4 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF A LA CANDIDATURE ET A L'OFFRE

4.1 Présentation de la candidature

Les candidats éligibles peuvent déposer **une candidature simplifiée** en utilisant la version électronique du document unique de marché européen : l'eDUME ;

Les candidats éligibles qui ne souhaitent pas déposer de candidature simplifiée, doivent respecter les exigences de la **candidature hors déclaration simplifiée**. (Cf. article 4.3 du présent RC).

En tout état de cause :

- une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché ;
- la candidature ainsi que les justificatifs qui l'accompagnent doivent impérativement **être rédigés en langue française**.

4.2 Candidature sous forme de candidature simplifiée (eDUME)

Le dossier de candidature simplifié comporte les éléments suivants :

- 1 - L'eDUME

Le candidat peut :

- Soit créer un eDUME « opérateur économique », en activant toutes les rubriques du formulaire électronique et en répondant à toutes les questions, à partir de l'utilitaire d'importation et téléchargement disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/> ou directement sur le site de l'union européenne via le service en ligne à l'adresse URL suivante : <https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/espd/filter?lang=fr/> ;
- Soit utiliser l'eDUME acheteur créé pour cette consultation sur PLACE. Cette solution permet de ne répondre qu'aux questions sélectionnées par l'acheteur (= gain de temps).

NB : le candidat souhaitant s'appuyer sur la ou les capacité(s) d'un autre opérateur économique devra fournir, pour chacune des entités concernées, un formulaire eDUME distinct.

- **2 -Présentation d'une liste des principales fournitures** liées à l'objet de l'accord-cadre et effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, ou preuve par équivalence. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- **3 -L'annexe 4** relative à l'attestation sur l'honneur de la prise en compte du règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022, dûment complétée et signée ;
- **4 –L'adresse de l'usine ou des usines** où est fabriqué et conditionné l'article, objet de l'accord-cadre.
- **5 -** Conformément à l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, dans le cas où le candidat voudrait se prévaloir des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, il fournira **un engagement écrit du ou des opérateurs économiques précisant les moyens que ces derniers mettent à disposition du candidat.**

Les pièces 2 à 5 doivent être déposées en pièce libre sur PLACE au moment du dépôt du pli.

4.3 Candidature hors déclaration simplifiée

La constitution intégrale de ce dossier de candidature s'impose aux candidats ne souhaitant pas présenter une candidature simplifiée.

Le dossier de candidature doit contenir les documents suivants :

Pièce n°1. La **lettre de candidature** (imprimé DC1) dûment complétée et datée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement ;

Pièce n°2. La **déclaration du candidat** (imprimé DC2) complétée et datée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement (1 DC2 par membre). Si le candidat est en redressement judiciaire, il adresse la copie du ou des jugements prononcés.

Pièce n°3. La **déclaration de sous-traitance** ou formulaire DC4, (le cas échéant si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques) en apportant une attention particulière à la partie F « nature des prestations sous-traitées » et G « prix des prestations sous-traitées » ;

Les formulaires sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Pièce n°4. La **déclaration concernant le chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du marché réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ou preuve par équivalence ;

Pièce n°5. La **déclaration indiquant les effectifs** moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ou preuve par équivalence ;

Pièce n°6. La **déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature (description de l'équipement technique et des moyens

employés par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'études et de recherche de son entreprise) ;

Pièce n°7. La présentation d'une liste des principales fournitures liées à l'objet de l'accord-cadre et effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, ou preuve par équivalence. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

Pièce n°8. L'annexe 4 relative à l'attestation sur l'honneur de bonne prise en compte du règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022, dûment complétée et signée ;

Pièce n°9. L'adresse de l'usine ou des usines où est fabriqué et conditionné l'article, objet de l'accord-cadre ;

Pièce n°10. La déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique susvisée et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail, ou document équivalent pour les sociétés non établies en France, concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

QUEL QUE SOIT LE MODE DE TRANSMISSION

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public (article R. 2142-4 du code de la commande publique).

Un opérateur économique ne peut agir à la fois :

- En qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membre de plusieurs groupements.

Dans le cas de candidatures groupées, une lettre de candidature par groupement et un dossier complet par cotraitants sont exigés.

Dans le cas où le candidat fait appel à un autre opérateur économique (article R. 2143-12), le candidat justifie des capacités de cet ou ces opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

La candidature ainsi que les justificatifs qui l'accompagnent doivent être rédigés exclusivement en **langue française**.

Les documents au titre de la candidature, remis dans une autre langue que la langue française, doivent être accompagnés d'une traduction en langue française. En cas de contradiction entre les deux documents, la version en langue française fera seule foi.

Tout document présenté dans une langue autre que le français non accompagné de sa traduction en langue française sera considéré comme non présenté et ne sera pas pris en compte pour l'analyse de la candidature.

L'acheteur vérifie que l'ensemble des documents demandés au titre de la candidature ont été transmis et sont recevables.

4.4 Contenu de l'offre

Les documents relatifs à l'offre ainsi que les justificatifs qui l'accompagnent doivent être rédigés exclusivement en **langue française**.

Les documents au titre de l'offre, remis dans une autre langue que la langue française, doivent être accompagnés d'une traduction en langue française (article R. 2143-16 du code de la commande publique). En cas de contradiction entre les deux documents, la version en langue française fait seule foi.

Tout document présenté dans une langue autre que le français non accompagné de sa traduction en langue française sera considéré comme non présenté et ne sera pas pris en compte pour l'analyse de l'offre.

L'offre se compose de deux parties, A et B ci-dessous, doit contenir les documents suivants :

A- Partie Administrative (transmis obligatoirement via PLACE)

Les pièces 1 à 7 ci-dessous sont obligatoirement fournies :

Pièce n°1. L'acte d'engagement (ATTRI1) au format WORD, précisant le prix unitaire HT de l'article, ainsi que les délais de livraison en complétant les tableaux en B1. Ce document n'a pas à être signé par le soumissionnaire.

cas échéant, une annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial (**imprimé DC4**). Ce document détaille la part qui est sous traitée ;

Pièce n°2. Un relevé d'identité bancaire ou postal, et pour les soumissionnaires étrangers, les coordonnées du compte, au nom du soumissionnaire (pas de coordonnées bancaires au nom d'une société d'affacturage). En cas de présentation d'offre en cotraitance, il s'agit du relevé d'identité bancaire ou postal du mandataire ou de chacun des membres du groupement ;

Pièce n°3. Le(s) pouvoir(s) donné(s) au mandataire par le(s) cotraitant(s) le cas échéant (Cf. § C2 de l'ATTRI1) ;

Pièce n°4. L'origine des composants, noms des fabricants et lieux de fabrication (pays et ville), compléter le tableau en B6 de l'ATTRI1 ;

Pièce n°5. Le dossier technique de l'article :

Fournir les fiches techniques concernant le tissu de fond, le tissu de sursac, le tissu intérieur, des sangles, de la bouclerie plastique, du ruban auto-agrippant, de la fermeture à glissière + tirette et du fil à coudre.

Pièce n°6. La grille de prix unitaire détaillée du sac de vie en campagne modulable montagne. La décomposition du prix devra être précise (pas d'arrondi).

Les grilles de prix unitaires détaillées ne sont pas contractuelles.

Pièce n°7. Questionnaire performance environnementale (annexe 2) complété et accompagné des justificatifs correspondants ou tout autre moyen de preuve à votre convenance.

B- Partie Technique

- Les échantillons à remettre sont définis à l'article 6.1 et transmis selon les modalités particulières définies à l'article 6.2 du présent règlement de consultation.

ARTICLE 5 - INFORMATIONS RELATIVES AUX CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DE L'OFFRE

5.1 *Présentation de l'offre*

L'acte d'engagement (ATTRI1) indique le prix unitaire HT de l'article. Pour les fournitures en provenance d'un pays extérieur à l'Union européenne, le prix de l'offre est établi frais et droits de douane compris (hors cas de suspension des droits de douane selon les dispositions du règlement CE150/2003).

L'offre comprend le délai global de livraison. Ce délai n'est pas pris en compte dans les critères d'attribution de l'accord-cadre.

Le soumissionnaire doit indiquer dans les tableaux en B1 de l'ATTRI1, les délais nécessaires pour livrer les quantités fixées par l'administration pour la réalisation des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. Ces délais sont contractuels.

Les frais de transport et d'emballages sont à la charge du titulaire.

Toutes les matières, y compris les emballages, sont à la charge du titulaire.

5.2 *Conditions de recevabilité de l'offre*

Les remises ne sont pas autorisées.

L'offre correspond au prix unitaire de l'article. Le prix inclut le coût relatif aux différents éléments constitutifs de l'article.

L'offre doit être formulée en euro.

ARTICLE 6 - DEPÔT D'ÉCHANTILLON(S)

La fourniture de la totalité des échantillons cités à l'article 6.1, au titre de l'accord-cadre, pour lequel le soumissionnaire entend faire une offre, est obligatoire. A défaut, l'offre sera rejetée.

Les échantillons sont déposés selon les modalités prévues à l'article 6.2 du présent règlement de la consultation, indépendamment de l'offre administrative déposée par voie électronique

6.1 Echantillons

Aucun document ne devra être inséré dans le colisage des échantillons (tous les documents sont transmis via PLACE).

Les échantillons demandés sont les suivants :

ARTICLES	ECHANTILLONS
- Sac de vie en campagne modulable montagne	10
- Tissu de fond	5 mL +/- 2%
- Si tissu réversible	7 mL de tissu sursac +/-2%
- Si tissu en 2 couches	5 mL de tissu coloris vert OTAN +/- 2% et 5 mL de tissu coloris blanc +/-2%

Les articles déposés à titre d'échantillons porteront les marquages relatifs aux conditions d'emploi. Aucune indication ne devra permettre d'identifier l'identité du soumissionnaire. L'identité du soumissionnaire devra figurer sur une étiquette amovible fixée sur les articles.

Le soumissionnaire prend à sa charge les frais de transport et si besoin, les formalités et frais de douane, concernant l'envoi des échantillons.

Les échantillons devenus inutilisables par suite des examens ou des essais techniques ne peuvent donner lieu à paiement, ni indemnités, par la personne publique.

Les échantillons sont définis comme l'exemplaire d'un produit servant à la sélection des offres. Ils font partie de l'offre du soumissionnaire.

6.2 Conditions particulières d'envoi des échantillons

Les échantillons font l'objet d'un envoi, postal ou par porteur, indépendamment de l'offre électronique à l'adresse suivante :

Postale : CIEC/Division Technique Innovation Magasin des modèles et des échantillons CS 70106 78 513 RAMBOUILLET CEDEX ☎ 06 82 69 89 15 01 34 57 61 39 ou 01 34 57 69 77	Géographique : CIEC/Division Technique Innovation Magasin des modèles et des échantillons (Bâtiment 3, rez-de-chaussée, pièce 3) 11 rue de Groussay 78 120 RAMBOUILLET ☎ 06 82 69 89 15 01 34 57 61 39 ou 01 34 57 69 77
---	--

Le soumissionnaire doit impérativement remettre les numéros de téléphone du magasin des modèles (cf. ci-dessus) aux transporteurs qu'il mandate pour déposer les échantillons.

En l'absence totale ou partielle d'échantillons ou en cas de dépôt hors délai, l'offre est considérée comme irrégulière.

L'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait que le CIEC se situe sur une enceinte militaire dont l'accès est réglementé. En conséquence, il appartient au soumissionnaire de s'assurer que ses échantillons seront déposés contre récépissé, en tenant compte des délais de filtrage au moment de l'entrée sur le site.

Horaires d'ouverture :

Les lundis, mardis, mercredis et jeudis de 09h00 à 11h30 et de 13h30 à 16h30

Les vendredis de 09h00 à 11h30

Le conditionnement comportant les éléments demandés portera les références précises de la procédure et le nom du soumissionnaire, **conformément au modèle joint en annexe 1.**

6.3 Conditions de restitution des échantillons

Les échantillons sont acquis à l'administration sans versement d'indemnité.

ARTICLE 7 - DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE

Le délai de validité de l'offre est fixé à **330 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 8 - DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Mardi 24 mars 2026 à 15h00 heure de Paris
--

1) Partie administrative :

La date et l'heure limites pris en compte sont la date et l'heure de réception du pli sur PLACE.

Les plis électroniques reçus après la date et l'heure limites fixées ne seront pas ouverts.

2) Partie technique :

La date et l'heure de réception pris en compte sont celles indiquées au registre d'entrée du magasin (fiche de réception des échantillons).

ARTICLE 9 - CONDITIONS D'ENVOI DES SOUMISSIONS

L'offre doit parvenir **dans les délais indiqués à l'ARTICLE 8 - terme impératif.**

L'administration impose aux soumissionnaires de recourir à une transmission électronique via le portail www.marches-publics.gouv.fr pour la remise des plis (offres, hors échantillons qui font l'objet de condition particulière d'envoi, Cf. art 6.2 du présent RC).
--

9.1 Aide

Le soumissionnaire trouve sur le site www.marches-publics.gouv.fr les modalités d'inscription dans le « Guide d'Utilisation – Utilisateur Opérateur Economique » figurant dans l'encart « aide » du site précité de la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

Seules les données collectées sur le site du portail www.marches-publics.gouv.fr font foi et peuvent être utilisées pour déposer des offres. Les erreurs liées à l'utilisation de données extérieures au site précité peuvent entraîner le rejet de l'offre. L'administration décline toute responsabilité du fait d'éventuelles récupérations de fichiers contenant des erreurs.

9.1.1 Annuaire fournisseur et espace de stockage numérique

Conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique, chaque soumissionnaire a la possibilité de déposer les divers certificats et attestations sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) via sa fiche fournisseur afin que l'acheteur puisse les obtenir directement.

Dans l'hypothèse où les documents ne sont pas disponibles sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), le soumissionnaire retenu devra fournir ces documents dans un délai de deux semaines à compter de la réception de la demande du service.

9.1.2 Déroulement de la procédure de transmission du pli

Lors de l'envoi du pli électronique, le soumissionnaire reçoit en retour sur son adresse courriel, un accusé de réception électronique de son dépôt, signé par la plate-forme. Cet accusé de réception sert de preuve de dépôt opposable pour le soumissionnaire.

L'offre devra être présentée **dans un pli unique**, déposé via PLACE, un pli contenant l'ensemble des documents de l'offre.

Le soumissionnaire peut modifier le contenu de son dossier autant de fois que nécessaire tant que la date et l'heure limite de dépôt ne sont pas dépassées. **Cependant et dans ce cas, il doit déposer à chaque fois, un dossier complet contenant l'intégralité des documents relatif à l'offre.** Les précédents envois seront rejetés par l'acheteur, sans être ouverts.

Les dossiers électroniques parvenus hors délai seront effacés des fichiers de l'acheteur sans avoir été lus. Le soumissionnaire en sera informé.

9.1.3 Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le soumissionnaire est fortement incité à effectuer une copie de sauvegarde sur support électronique (clé USB uniquement). Cette copie du pli déposé sur PLACE est destinée à se substituer en cas d'anomalie au dossier des offres transmis par voie électronique à l'acheteur.

Cette copie de sauvegarde parvient à la PFC de Rambouillet en courrier recommandé avec accusé de réception dans les délais impartis pour la remise des plis. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'il est détecté un virus par l'acheteur lors de la transmission du pli électronique ;
- en cas de défaillance du système informatique supportant la dématérialisation ;
- lorsqu'une offre transmise par voie électronique n'a pu être ouverte, sous réserve que le copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais impartis pour la remise des offres.

En cas d'envoi d'une copie de sauvegarde, celle-ci est placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « **COPIE DE SAUVEGARDE** » avec les références précises de l'appel d'offres et le nom du candidat.

L'adresse pour l'envoi de la copie de sauvegarde est la suivante :

Plate-Forme commissariat de Rambouillet Division achats publics Section CEB Quartier Estienne 11 rue de Groussay CS 70106 78 513 RAMBOUILLET CEDEX
--

ARTICLE 10 - QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute question devra parvenir à la Plate-forme commissariat de Rambouillet via PLACE, au plus tard **quinze (15)** jours calendaires avant la date limite de réception de l'offre initiale. Les réponses et renseignements complémentaires sont publiés sur PLACE, au plus tard **six (6)** jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le candidat ne pourra s'en prévaloir pour faire reporter les délais de réception des offres.

ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE

En application des articles R. 2193-1 et R. 2193-2 du code de la commande publique :

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire fournit à l'acheteur : soit le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance), soit l'ensemble des informations suivantes :

- La nature précise des prestations sous traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale, le n° SIRET ou équivalent pour les sociétés étrangères et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance (RIB) et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités (techniques, professionnelles et financières) du sous-traitant sur lesquelles le soumissionnaire s'appuie et le lieu d'exécution des prestations ;
- Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

Le contrat de sous-traitance doit avoir pour support un contrat d'entreprise (au sens du code civil) et non un simple contrat de vente.

ARTICLE 12 - UNITE MONETAIRE UTILISEE

Le soumissionnaire est informé que l'unité de compte de l'accord-cadre est l'euro.

ARTICLE 13 - CONDITIONS D'ATTRIBUTION

13.1 L'attribution de l'accord-cadre résulte d'un classement effectué à partir des critères suivants :

- 1) la qualité, pondérée par un coefficient de 60%;
- 2) le prix, pondéré par un coefficient de 30% ;
- 3) la performance environnementale, pondérée par un coefficient de 10%

Les offres jugées non conformes seront rejetées.

13.2 La qualité (Q)

La qualité est appréciée, sur 100 points, au vu des échantillons fournis, en fonction du respect des caractéristiques mentionnées dans les FPIH suivantes :

- CDCF_SCA_8465-0012 V3 de juillet 2025 relatif au sac de vie en campagne modulable montagne.

Les échantillons sont appréciés et notés par une commission d'examen des échantillons en fonction des sous critères suivants :

Lot unique Sac de vie en campagne modulable montagne

<u>Critère rédhibitoire :</u> Résistance aux froissements (état initial et après hydrolyse) si ≥3 éprouvettes non-conforme = élimination	Si non conforme => Elimination de l'offre correspondante
<u>Analyses laboratoires*</u> Résistance à la pénétration de l'eau Résistances mécaniques Solidité des teintures Résistance au mouillage superficiel Colorimétrie + IR <i>Ecart mineur -1</i> <i>Ecart majeur -5</i> (si note < 9 ou écart critique => élimination)	(/ 20 points)
<u>Qualité de confection/conception et de finition du produit</u>	(/ 20 points)

Ecart mineur -1 Ecart majeur -5 (si note < 9 ou écart critique => élimination)	
Exigences technico-opérationnelles Effectué selon le protocole d'évaluation joint en annexe 3 au RC (si note ≤32 ou écart critique => élimination)	(/ 60 points)
NOTE FINALE (si note < 70 => élimination)	(/ 100 points)

***Ecart** considéré comme **mineur** lorsqu'il constitue un manquement aux obligations contractuelles tout en autorisant l'utilisation des articles et en n'affectant pas leur usage ;

Ecart considéré comme majeur lorsqu'il nuit à la présentation des articles et en limite l'usage ;

Ecart considéré comme critique lorsqu'il rend les articles inutilisables en l'état.

- Le tableau des défauts A (Général – Effets ou articles confectionnés) et le tableau des défauts : sac servent de guide pour l'appréciation des écarts pour le sous-critère qualité de conception et de finition (tableau des défauts des sacs joint)

Si un échantillon obtient une note éliminatoire ou une non-conformité critique, le soumissionnaire est éliminé de la procédure.

13.3 Le critère prix (P)

Évalué sur 100 points, l'offre correspond au prix unitaire hors taxes en euros proposé par le soumissionnaire dans son acte d'engagement.

$$\text{Note}_{\text{financière}} = \frac{\text{Prix unitaire HT de l'offre du soumissionnaire le moins disant}}{\text{Prix unitaire HT de l'offre du soumissionnaire noté}}$$

13.4 Performance environnementale (PE)

Évalué sur 100 points, le soumissionnaire est jugé sur sa démarche environnementale dans le cadre de son activité et de l'exécution de l'accord-cadre. Le soumissionnaire ne présentant aucune information sur les items ci-dessous est crédité de zéro (0) point pour l'item concerné.

Items	Description	Nombre de points
Valorisation des déchets	Solutions de réemploi ou de réutilisation des fournitures utilisées	50
	Uniquement des solutions de recyclage	30
	Uniquement des solutions de valorisation énergétique	10
	Aucune solution ou que des solutions d'élimination	0
Matières recyclées dans la fabrication du sac de vie en campagne	Supérieure à 20%	50
	Entre 10% et 20%	30
	Entre 5% à 10%	10
	Inférieure à 5%	0

13.5 Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Les offres conformes sont classées par application de la formule suivante afin de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

$$\text{Note}_{\text{finale}} = (Q \times 60\%) + \left(100 \times \frac{P_{\text{min}}}{P} \times 30\%\right) + (PE \times 10\%)$$

- Q = note de qualité obtenue par les échantillons présentés et proposés par le soumissionnaire ;
- P = prix unitaire HT en euro proposé par le soumissionnaire ;
- Pmin = prix unitaire HT proposé par le soumissionnaire le moins disant ;

- PE = note obtenue sur le critère performance environnementale.

En cas d'égalité de deux ou plusieurs offres, l'offre ayant la meilleure note dans le critère qualité est privilégiée.

13.6 Documents à transmettre au stade de l'attribution

Chaque soumissionnaire a la possibilité de déposer les divers certificats et attestations sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) via sa fiche fournisseur afin que le pouvoir adjudicateur puisse les obtenir directement.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, et lorsque le profil d'acheteur le permet, dans les conditions prévues aux articles R. 2143-13 à R. 2143-14 du code de la commande publique, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre, n'est pas tenu de fournir les certificats suivants :

- un **certificat** qui mentionne en cas **d'assujettissement à la T.V.A.** (article D. 8222-7-1°-a du code du travail) son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts ;
- un document attestant de la **régularité de sa situation sociale** au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (article D. 8222-7-1°-b du code du travail) ;
- une **attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale** prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;
- le **certificat** attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses **obligations fiscales** ;
- une **attestation d'assurance** en responsabilité civile en vigueur ;

Dans l'hypothèse où les documents ne sont pas disponibles sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), le soumissionnaire retenu devra fournir obligatoirement ces documents, sous peine de rejet, dans un délai de deux semaines à compter de la réception de la demande du service.

Conformément aux dispositions des articles 3 à 7 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, **l'acte d'engagement (ATTR11) transmis par l'acheteur**, devra être obligatoirement signé électroniquement par une personne habilitée à engager la société ou par le mandataire habilité à représenter les membres du groupement ou par le mandataire et l'ensemble des membres du groupement.

Pour information : un zip signé ne vaut pas signature ; de même, une signature manuscrite scannée n'a pas valeur d'original et ne peut donc remplacer la signature électronique.

NOTA : Pour les opérateurs économiques situés à l'étranger, ces certificats devront être établis par les administrations et organismes du pays d'origine compétents. Lorsqu'un certificat n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou par une déclaration solennelle faite par les intéressés devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou d'établissement (article R. 2143-10 du code de la commande publique).

S'il ne satisfait pas à la présente obligation, l'acheteur écarte l'offre du soumissionnaire classé 1^{er} et s'adresse au soumissionnaire classé en deuxième position et ainsi de suite tant qu'il subsiste des offres classées. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après est donc sollicité par l'acheteur. Ce soumissionnaire est soumis à la même obligation de produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

Les dispositions du présent article ne font pas obstacle à la possibilité pour l'acheteur de déclarer la procédure sans suite pour des motifs d'intérêt général. Dans ce cas, les soumissionnaires ne peuvent prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 14 - MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard quinze (15) jours avant la date limite de réception des offres, éventuellement reportée. Ce délai de quinze (15) jours s'entend à compter de la date de mise en ligne des modifications sur PLACE. Les soumissionnaires doivent alors répondre sur la base du dossier modifié.

ARTICLE 15 - PROCEDURE DE RECOURS

En cas de litige relatif à la procédure en cours, la loi française est seule applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

S'agissant de la consultation en cours, le tribunal administratif compétent est :

Tribunal administratif de Versailles
56 avenue de Saint-Cloud
78011 VERSAILLES
Téléphone : +33 1 39 20 54 00 – Télécopie : +33 1 39 20 54 87

Le greffe du tribunal désigné ci-dessus est compétent pour fournir les renseignements concernant l'introduction d'éventuels recours. Toute demande est à adresser par courrier électronique à l'adresse suivante : greffe.ta-versailles@juradm.fr.

L'application Télérecours est également accessible à l'adresse internet (URL) suivante : <https://www.telerecours.fr> .

DAF 2025_001114

**Fabrication de sacs de vie en campagne
modulable montagne**

Nom de l'expéditeur

NE PAS OUVRIR

CIEC
Division Technique et Innovation
Magasin des modèles
Quartier Estienne
11 rue de Groussay
78120 RAMBOUILLET

ANNEXE 2

Questionnaire performance environnementale

Voir pièce jointe au DCE

ANNEXE 3

Protocole d'évaluation

Voir pièce jointe au DCE



Annexe 4 : Attestation sur l'honneur

Référence : DAF_2025_001114 : Fabrication du sac de vie en campagne modulable montagne

Je soussigné,

représentant la société

et agissant en qualité de

certifie sur l'honneur que conformément au règlement du Conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022, relatif aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine que :

- ☐ la société n'est pas établie sur le territoire russe ou détenue à plus de 50 % par une entité établie sur ce territoire ;
- ☐ mon ou mes sous-traitants, ainsi que mes fournisseurs, ne sont pas implantés sur le territoire russe ou détenu à plus de 50 % par une entité établie sur ce territoire, si le montant des prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché.

**Date et signature de la personne
habilitée à engager la société**